

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE L'EAU ET DE  
L'ENERGIE

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF WATER RESOURCES  
AND ENERGY

\*\*\*\*\*

AVIS DE DEMANDE DE COTATION  
N°...0...0...0...0...7...0.../DC/MINEE/CIPM/2026 DU .1.7..JUIL..2026.....  
POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LE SOLAR TECHNOLOGY APPLICATION  
RESOURCE CENTRE (STAR-C) DU CAMEROUN  
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT: BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC MINEE, EXERCICE 2026

MAÎTRE D'OUVRAGE: MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

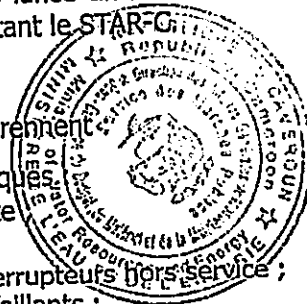
1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de la coopération avec Alliance Solaire Internationale (ASI), relative à la mise en place du « Solar Technology Application Resource Centre of Cameroon », et en abrégé STAR-C, le Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) a pourvu dans son Budget d'Investissement Public, de l'exercice 2026, une enveloppe budgétaire pour contribuer à la mise en place dudit Centre. Une partie de cette enveloppe budgétaire sera utilisée pour réhabiliter le bâtiment abritant les services dudit Centre, sis au quartier Bastos à Yaoundé. A cet effet, le Ministre de l'Eau et de l'Energie, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation relative à la réhabilitation du bâtiment abritant le STAR-C.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente demande de cotation, comprennent

- (i) la réhabilitation et la remise à niveau des installations électriques
- diagnostic complet de l'installation électrique existante
  - remise en conformité du réseau électrique ;
  - remplacement des câbles, prises défectueuses et interrupteurs hors service ;
  - réparation ou remplacement des points lumineux défallants ;
  - vérification et sécurisation du tableau électrique ;
  - fourniture et pose d'un compteur d'électricité en collaboration avec ENEO ;
  - tests de fonctionnement et mise en service ;
- (ii) La réhabilitation du réseau d'alimentation en eau :
- diagnostic complet du réseau de plomberie ;
  - réhabilitation des canalisations défectueuses ;
  - remise en état du système d'alimentation en eau ;
  - fourniture et pose d'un compteur d'eau en collaboration avec CAMWATER ;
  - tests d'étanchéité et mise en service ;
- (iii) La réhabilitation des installations sanitaires :
- diagnostic des équipements sanitaires ;
  - réparation ou remplacement des mécanismes de chasse d'eau défectueux ;
  - réparation des robinetteries et accessoires sanitaires ;
  - remise en état des équipements (lavabos, WC, etc.) ;
  - tests de bon fonctionnement ;
- (iv) la réhabilitation des portes métalliques, serrures et poignées :



- diagnostic complet de l'ensemble des portes métalliques du bâtiment ;
  - dépose des serrures existantes défectueuses ou obsolètes ;
  - fourniture et installation de nouvelles serrures de sécurité adaptées à chaque type de porte ;
  - remplacement de toutes les poignées de portes défectueuses ou cassées ;
  - réglage des portes (alignement, fermeture, étanchéité si nécessaire) ;
  - fourniture d'un jeu complet de clés (minimum 3 copies par serrure) ;
  - tests de bon fonctionnement de toutes les ouvertures ;
- (v) les travaux de peinture et finition :
- préparation des surfaces (nettoyage, grattage, rebouchage des fissures)
  - application de sous-couche et peinture de finition ;
  - peinture intérieure et extérieure ;
  - finition et nettoyage du chantier ;
- (vi) la maintenance et la remise en état des climatiseurs ;
- diagnostic des systèmes de climatisation existants ;
  - vérification des télécommandes et systèmes de régulation ;
  - réparation ou remplacement des télécommandes défectueuses ;
  - entretien général (nettoyage des filtres, recharge en gaz) ;
  - tests de fonctionnement et réglage des températures ;
- (vii) la réhabilitation et la remise à niveau du réseau informatique et de vidéosurveillance :
- diagnostic du réseau informatique existant ;
  - réhabilitation ou remplacement du câblage réseau (LAN) ;
  - fourniture et installation des équipements actifs si nécessaire ;
  - remise en service de la connexion Internet ;
  - réhabilitation et configuration du système de vidéosurveillance (caméras, enregistreurs, écrans) ;
  - tests de connectivité et sécurisation du réseau.

**N.B :** Pour tous les équipements, accessoires ou installations prévus pour être remplacés dans le cadre du présent marché, les prestations comprennent obligatoirement la dépose des équipements existants, leur évacuation hors du site, le cas échéant, ainsi que la fourniture et la pose des nouveaux équipements.

À ce titre, le cocontractant est réputé avoir pris en compte dans ses prix l'ensemble des sujétions liées aux opérations de dépose, de manutention, d'évacuation, de protection des ouvrages existants, de fourniture, d'installation, de raccordement, d'essais et de remise en service.

Aucune rémunération complémentaire ne pourra être sollicitée au titre des opérations de dépose ou d'enlèvement des équipements à remplacer.

### 3. Tranches/Allotissement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, vont s'exécuter en un (01) seul lot.

### 4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations, objet de la présente Demande de Cotation, s'élève à **rente-cinq millions (35 000 000) francs CFA TTC.**

### 5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de **trois (03) mois.** Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations. Les prestations seront exécutées sur le site du bâtiment abritant le STAR-C.

### 6. Participation et origine

La participation à la présente demande de cotation est ouverte à tous les prestataires exerçant dans le

domaine des BTP Installés au Cameroun.

## 7. Financement

Les prestations, objet de la présente demande de cotation, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie, de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 32 343 1 33000001 0133 524418.

## 8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

## 9. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage dès publication du présent avis aux heures ouvrables, notamment à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie, sis au 3<sup>ème</sup> étage de la Tour Immeuble Ministériel n°1, porte 03T12, BP : 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, et sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) et du Ministère de l'Eau et de l'Energie (<https://minee.cm>).

## 10. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du Dossier de Demande de Cotation peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie, sis au 3<sup>ème</sup> étage de la Tour Immeuble Ministériel n°1, porte 03T12, BP : 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) Francs CFA.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier de Demande de Cotation par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat dudit Dossier.

## 11. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission délivré par un organisme ou une institution financière de première ordre agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 11 de la DC, acquittée à la main, timbrée au tarif en vigueur et assortie du récépissé de consignation délivré par la CDEC (suivant modèle joint) d'un montant de sept cent mille (700 000) francs CFA, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou institution financière de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

## 12. Remise des Offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le .....13.....2026..... à 10 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous plis scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**DEMANDE DE COTATION N° 0000070 /DC/MINEE/CIPM/2026 DU 1.7.2026**  
**POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LE SOLAR TECHNOLOGY**  
**APPLICATION RESOURCE CENTRE (STAR-C) DU CAMEROUN**  
**(À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT)**

**N. B : Taille et format des fichiers :**

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- (i) 5 Mo pour le dossier administratif ;
- (ii) 15 Mo pour la cotation technique ;
- (iii) 5 Mo pour la cotation financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- (iv) Format PDF pour les documents textuels ;
- (v) JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

**13. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fera en un temps. Elle aura lieu le 1.3.2026..... à 11 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de l'Eau et de l'Energie dans la salle de réunions de ladite Commission sise à MVOG ADA, face COLLEGE PRIVE BILINGUE MONTESQUIEU.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

**14. Recevabilité des Offres**

Les pièces administratives, la proposition technique et la proposition financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- (i) Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- (ii) Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- (iii) Les plis non-conformes au mode de soumission.
- (iv) Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics, acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur et assortie du récépissé de consignation délivré par la CDEC, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, ou le non-respect des modèles des pièces de la Demande de Cotation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un

WY

soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. L'absence sur la caution de soumission de la mention manuscrite et/ou le non timbrage entrainera le rejet pur et simple de ladite caution de soumission.

## 15. Critères d'évaluations

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

### 13.1 - Critères éliminatoires

- (i) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;
- (ii) La non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- (iii) Non-respect du format de fichier des offres ;
- (iv) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- (v) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- (vi) Non-validation du critère essentiel B.3 : Qualification du personnel clé ;
- (vii) Non-validation du critère essentiel B.4 : Matériel ou équipements ;
- (viii) Absence de l'agrément de distribution FORTINET ;
- (ix) Non-respect d'au moins 04 critères essentiels sur 05 ;
- (x) Absence de l'engagement formel du soumissionnaire à préfinancer le contrat ;
- (xi) Absence de la capacité financière  $\geq$  dix millions cinq cent mille (10 500 000) francs CFA ;
- (xii) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- (xiii) Absence de la lettre de soumission de l'offre financière suivant le modèle de soumission ;
- (xiv) Absence des délais dans la lettre de soumission de l'offre financière ;
- (xv) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- (xvi) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BRU, le DQE) ;
- (xvii) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- (xviii) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- (xix) L'absence de la clé de sauvegarde ;
- (xx) CCAP et CCTP paraphés sur chaque page, datés et signés assortis de la mention « lu et approuvé » ;

### 13.2 - Critères essentiels

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui/non). Les critères essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technique des candidats à exécuter les prestations, objet de la Demande de Cotation.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- (i) Présentation générale de l'offre ;
- (ii) Références du soumissionnaire dans les réalisations similaires ;
- (iii) Qualité du personnel clé ;
- (iv) Matériel ou équipements ;
- (v) Proposition technique ;

## 16. Attribution

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire ayant présenté une cotation remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

### 17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des **Offres**.

### 18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à :

- (i) La Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie, Service des Etudes et de la Normalisation, sis au 5ème étage du bâtiment annexe N°2 du Ministère de l'Eau et de l'Energie, situé face COLLEGE PRIVE BILINGUE MONTESQUIEU, porte 04E08, BP : 70 Yaoundé, Tél : 676 886 166.
- (ii) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.
- (iii) Ou encore en ligne sur le site Internet de l'ARMP à l'adresse [www.armp.cm](http://www.armp.cm).

### 19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler :

- (i) la CONAC au numéro **1517**;
- (ii) L'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 17<sup>ème</sup> JUIN 2026

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie,  
(Maître d'Ouvrage)



*G. Eloundou Essomba Gaston*

#### Copies:

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- Maître d'Ouvrage ;
- CIPM (pour information) ;
- Affichage chrono.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'EAU ET DE  
L'ENERGIE

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF WATER RESOURCES  
AND ENERGY

\*\*\*\*\*

REQUEST FOR QUOTATION NOTICE  
N<sup>o</sup> 0000070 /AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 17 JUNE 2026

FOR THE REHABILITATION OF THE BUILDING HOUSING THE SOLAR TECHNOLOGY  
APPLICATION RESOURCE CENTRE (STAR-C) OF CAMEROON  
FUNDING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET MINEE, 2026 FINANCIAL YEAR

CONTRACTING AUTHORITY: MINISTER OF WATER RESOURCES AND ENERGY

1. Subject of the Request for Quotation

Within the framework of cooperation with the International Solar Alliance (ISA) relating to the establishment of the "Solar Technology Application Resource Centre of Cameroon", hereinafter referred to as STAR-C, the Ministry of Water Resources and Energy (MINEE) has allocated, in its 2026 Public Investment Budget, a financial envelope to contribute to the establishment of the said Centre. Part of this budget will be used for the rehabilitation of the building housing the services of the said Centre, located in the Bastos neighborhood in Yaounde. To this end, the Minister of Water Resources and Energy, acting as Contracting Authority, hereby launches a Request for Quotation for the rehabilitation of the building housing the STAR-C.

2. Scope of Works

The services covered by this Request for Quotation include:

(i) Rehabilitating and upgrading electrical installations:

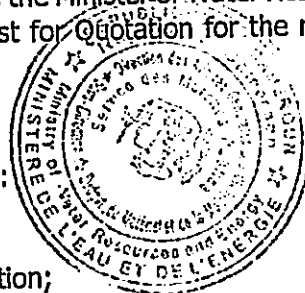
- complete diagnosis of the existing electrical installation;
- bringing the electrical network into compliance;
- replacing defective cables, sockets and out-of-service switches;
- repairing or replacing faulty lighting points;
- examining and securing the electrical panel;
- supplying and installing an electricity meter in collaboration with ENEO;
- operational testing and commissioning;

(ii) Rehabilitating the water supply network:

- complete diagnosis of the plumbing network;
- rehabilitating defective pipelines;
- restoring the water supply system;
- supplying and installing a water meter in collaboration with CAMWATER;
- leak testing and commissioning;

(iii) Rehabilitating sanitary installations:

- diagnosis of sanitary equipment;
- repairing or replacing defective flushing mechanisms;
- repairing taps and sanitary accessories;



PA

- rehabilitating equipment (washbasins, toilets, etc.);
- operational testing;

(iv) Rehabilitating metal doors, locks and handles:

- complete diagnosis of all metal doors in the building;
- removal of defective or old locks;
- supplying and installing new security locks adapted to each type of door;
- replacing all defective or broken door handles;
- adjustment of doors (alignment, closing, sealing if necessary);
- supply of a complete set of keys (minimum 3 copies per lock);
- operational testing of all openings;

(v) Painting and finishing works:

- preparing surfaces (cleaning, scraping, filling cracks);
- applying primer and finishing paint;
- interior and exterior painting;
- finishing and site cleaning;

(vi) Maintaining and rehabilitating air conditioning systems:

- diagnosis of existing air conditioning systems;
- examining remote controls and control systems;
- repairing or replacing defective remote controls;
- general maintenance (cleaning of filters, gas recharge);
- testing and temperature adjustment;

(vii) Rehabilitating and upgrading IT network and CCTV system:

- diagnosis of the existing IT network;
- rehabilitating or replacing network cabling (LAN);
- supplying and installing active equipment where necessary;
- restoring internet connectivity;
- rehabilitation and configuration of the video surveillance system (cameras, recorders, screens);
- connectivity testing and network security.

**N.B :** For all equipment, accessories or installations to be replaced under this contract, the services shall mandatorily include the removal of the existing equipment, its disposal off-site where applicable, as well as the supply and installation of the new equipment.

Accordingly, the contractor shall be deemed to have included in its prices all constraints related to removal, handling, disposal, protection of existing works, supply, installation, connection, testing and commissioning operations.

No additional payment shall be claimed for the removal or disposal of the equipment to be replaced.

**3. Tranches/Allotment**

The works shall be executed in a single lot.

**4. Estimated Cost**

The estimated cost of the works, subject of this Request-for-Quotation, following preliminary studies, is thirty-five million (35,000,000) CFA francs, all taxes included.

**5. Execution Period and Location**

The maximum execution period is **three (03) months** from the date of notification of the service order. Services shall be executed at the STAR-C building site.

**6. Participation and Origin**

Participation in this Request for Quotation is open to all contractors operating in the building and public works sector established in Cameroon.

**7. Financing**

The services covered by this Request for Quotation are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Water Resources and Energy, 2026 Financial year, under Budget Head No. 60 32 343 1 33000001 0133 524418.

**8. Submission Method**

The submission method for this consultation is exclusively online.

**9. Consultation of the Request for Quotation File**

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours, upon publication of this notice, at the following addresses: Department of General Affairs, Public Contracts Service, Ministry of Water Resources and Energy, 3rd Floor, Ministerial Building Tower No. 1, Office 03T12, P.O. Box 70 Yaounde, Tel: 222 226 183;

It may equally be consulted online on the **COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>**, as well as on the websites of ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) and the Ministry of Water Resources and Energy (<https://minee.cm>).

**10. Acquisition of the Request for Quotation File**

The hard copy of the file may be obtained at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, Ministry of Water Resources and Energy, 3rd Floor, Ministerial Building Tower No.1, Office 03T12, P.O. Box 70 Yaounde, Tel: 222 226 183, as soon as this notice is published, upon presentation of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable amount of fifty thousand **(50,000)** CFA francs for the purchase of the Tender File Fees.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQF) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online bidding remains subject to the payment of the purchase fees of the RQF.

**11. Bid Bond**

Each bidder must include in his administrative documents a hand-endorsed bid bond, issued by a first-rate organization or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, and whose list appears in Document 11 of the Request for Quotation File (RFQ). The bid bond shall be stamped at the current rate and accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC (in accordance with the attached model), in the amount of seven hundred thousand **(700,000)** CFA francs, and valid up to thirty (30) days beyond the initial deadline for the validity of the bids.

The absence or non-compliance of the bid bond issued by a first-class organization or financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bonds for the public contracts shall result in the outright rejection of the offer.

AL

A bid bond submitted but having no relation to the consultation concerned shall be considered as absent. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be deemed inadmissible.

## 12. Submission of Bids

Each bid, drafted in French or English, must be submitted online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than ~~the 17th~~ 13th ~~of June~~ of June 2026, at 10:00 a.m. A backup copy (USB key or CD/DVD) must be submitted in a sealed envelope clearly marked "Backup Copy" at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, Ministry of Water Resources and Energy, 3rd Floor, Ministerial Building Tower No. 1, Office 03T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 226 183, within the prescribed deadlines, bearing the following mention:

**REQUEST FOR QUOTATION NOTICE**  
NO. 0000070 /AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 17 JUN 2026  
**FOR THE REHABILITATION OF THE BUILDING HOUSING THE SOLAR TECHNOLOGY  
APPLICATION RESOURCE CENTRE (STAR-C) OF CAMEROON  
(TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION)**

### N.B: File Size and Format

For online bidding, the maximum size of documents that may transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the administrative file;
- 15 MB for the technical proposal;
- 5 MB for the financial proposal.

Accepted formats:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

The bidder shall use compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be forwarded.

## 13. Admissibility of Envelopes

The following shall be inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing indications of the identity of the bidder;
- Envelopes received after the deadlines for submission;
- Envelopes not compliant with the submission method;
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender.

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence or non-compliance of the bid bond, an unstamped bid bond or one not accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC, or a bid bond not issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of Finance, or failure to comply with the models of the Tender File documents, shall result in the outright rejection of the bid without any appeal.

A bid bond submitted but unrelated to the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented during the bid opening session shall be inadmissible.

## 14. Opening of Bids

The opening of bids shall take place in a single session. It shall be held on 13 JUN 2026 at 11:00 a.m. by the Internal Procurement Commission attached to the Ministry of Water Resources and Energy, in the meeting room located at MVOG ADA, opposite Collège Privé Bilingue Montesquieu.

Only bidders may attend or be represented by one duly authorized person, even in the case of a consortium.

Administrative documents must be produced in originals or certified true copies issued by competent authorities and must be less than three (3) months old or established after the signing date of the tender notice.

In case of absence or non-compliance of a document, after a 48-hour grace period granted by the Commission, the bid shall be rejected.

## 15. Evaluation Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to the evaluation according to the key criteria. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's offer.

### 15.1. Eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of the bid bond at bid opening, duly hand-signed, stamped at the applicable rate and accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC;
- Failure to submit, within 48 hours after bid opening, an administrative document found to be non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid bond);
- Non-compliance with the required bid file format;
- Absence of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform;
- False declarations, fraudulent practices or forged documents;
- Failure to validate essential criterion B.3: Qualification of key personnel;
- Failure to validate essential criterion B.4: Equipment or materials;
- Absence of FORTINET distribution authorisation;
- Failure to satisfy at least 04 key criteria out of 05;
- Absence of the bidder's formal commitment to pre-finance the contract;
- Absence of financial capacity of at least ten million five hundred thousand (10,500,000) CFA francs ;
- Absence of a sworn statement certifying non-abandonment of projects during the last three years;
- Absence of the financial offer submission letter in accordance with the prescribed model;
- Absence of execution timeframes in the financial offer submission letter;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element of the financial offer (submission letter, BPU or DQE);
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of a backup flash drive;
- (xviii) Absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- CCAP and CCTP initialled on each page, dated and signed, bearing the wording "read and approved".

### 15.2. Key criteria

The essential criteria are those that are fundamental in assessing the technical capacity of candidates to perform the services subject of the Request for Quotation.

The essential criteria for the qualification of bidders shall relate to:

- General presentation of the offer;
- References of the bidder in similar services;
- Quality of key personnel;
- Equipment and materials;
- Technical proposal;

**16. Award**

The Minister of Water Resources and Energy shall award the contract to the bidder meeting the required technical and financial qualifications and whose bid is evaluated as the lowest compliant offer.

**17. Validity of Bids**

Bidders shall remain bound by their offers for ninety (90) days from the submission deadline.

**18. Additional Information**

Further information may be obtained during working hours, at the Department of Renewable Energy and Energy Management, Studies and Standardisation Service, Ministry of Water Resources and Energy, 5th Floor, Annex Building No.2, Office 04E08, P.O. Box 70 Yaounde, Tel: 676 886 166., or online via the COLEPS platform and ARMP website.

**19. Anti-Corruption Measures**

For reporting corruption or malpractice, please contact:

- CONAC: 1517
- Public Contracts Authority (MINMAP): (+237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48

Yaounde, on 17 JUIN 2026

**THE MINISTER OF WATER RESOURCES AND ENERGY**  
(PROJECT OWNER)



*G. Essomba Gaston*  
Ebundou Essomba Gaston

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- Contracting Authority;
- CIPM (for information);
- Notice board / records.